

## **ILS S'OBSTINENT, CES CANNIBALES**

Le franc était fort, il ne connaissait pas sa force. Que nous a t'on rebattu les oreilles avec ces couplets triomphants! Sur le chemin de Maastricht, la France portait le maillot jaune. Elle réunissait tous les ingrédients: de forts taux d'intérêts, une inflation strangulée. Mais voilà que depuis fin Juin 92, le déficit public s'est mis à déraper: 3,8% du P.I.B. alors que Maastricht exige une limite à 3%. Les T.V.A. ne rentraient plus à cause de la sous consommation, les impôts sur société diminuaient à cause des faillites et des allègements fiscaux. Les licenciements de Juin augmentaient de 1,4% le taux de chômage porté à 11,7%, pour la France. Le 4° trimestre 92 avait enregistré une baisse de près de 4% de la production industrielle....La France était entrée en récession.

### **SOROS est arrivé**

Le bluff du franc qui se portait bien alors que les salariés et l'économie française se portent mal ne pouvait tenir longtemps. La Bundesbank n'allait pas continuer à sortir 60 milliards de marks. Si le rôle des gouvernants est de prévoir c'est aussi celui des spéculateurs. Et, si les premiers, de Mauroy à Balladur, sous l'autorité du divin président, firent preuve d'une cécité crasse, les seconds gèrent leurs biens en bons pères de famille.

Anticipant sur une dévaluation inévitable du franc, ils se débarrassèrent de ce produit déprécié, ce qui eut pour effet d'accentuer son discrédit.

A cette occasion, le chenil médiatique s'est agité autour de la personnalité d'un certain GEORGE SOROS, financier américain, spéculateur-symbol, capable de déplacer 1000 milliards de francs en une journée alors que les réserves de la Banque de France ne dépassent pas 150 milliards. Il aurait contribué à faire tomber la livre anglaise, et bien entendu le franc. Ces prouesses ramènent nos hommes politiques à leur dimension congrue face au capital financier international et explique la fascination qu'ils éprouvent à la fréquentation des Pelat, Tapie et autres Attali... Du moins, pourraient ils tenir compte des réactions de la Bourse: après l'interview télévisée où Balladur confirmait la poursuite de sa politique, le franc a chuté de nouveau, atteignant des écarts records avec le mark et le dollar (sans parler du yen).

La crise du 30 Juillet s'est soldée par un élargissement du S.M.E. qui équivaut à son éclatement; permettant une dévaluation honteuse et inavouée du franc de 3 à 4%. Quant à l'Union monétaire prévue à Maastricht, H. Kohl en diffère l'échéance alors que J.Major réclame déjà le remplacement de la monnaie unique par une monnaie commune. C'est l'échec d'une politique de rigueur infligée aux salariés, au nom du franc fort et de l'Europe, en France depuis 10 ans par des élus socialistes qui reçurent aux élections de Mars la correction que l'on sait, au Portugal où l'on envisage le travail des enfants de 14 ans, en Angleterre sous la férule de madame Taetcher et de son successeur, en Espagne où les directions syndicales ont cosigné le Pacte de la Moncloa, en Italie où les leaders syndicaux abritent leurs discours derrière des Plexiglas, en Allemagne où les grèves dures et massives des métallurgistes et des sidérurgistes

ont limité les dégâts et maintenu un pouvoir d'achat moins dégradé qu'ailleurs mais où les prestations sociales sont gravement menacées.

Qu'advient-il en France, alors que le franc, dégagé du corset monétaire européen, flotte dans une amplitude de 30 % du S.M.E.? Une baisse progressive des taux d'intérêts pour relancer la machine économique? Les consommateurs dans leur grande majorité n'engagent pas d'emprunts tant que leurs fins de mois sont négatives, ce sont des salaires revalorisés dont ils ont besoin en première urgence. La politique déflationniste du franc fort et de la rigueur a échoué, les arguments monétaristes sont réfutés. Il s'agit maintenant de faire sauter le verrou du blocage des salaires. Etat et Patronat ne céderont que sous la pression des travailleurs déterminés.

### **Dialogue ou Chantage**

Comme les gouvernements de tous les Etats, celui de Balladur s'obstine à faire payer la crise aux travailleurs. Ils enfonceront le fer jusqu'à la rencontre d'une résistance. Ils s'attaqueront d'abord aux plus désarmés: les retraités, les chômeurs, les malades ... Les vacances d'été ont été marquées par des décisions concernant la Sécurité Sociale et l'UNEDIC. Soulignons au passage que les 70 milliards d'excédents de l'emprunt Balladur auraient largement comblés le déficit de l'une et de l'autre, ils sont allés grossir les cadeaux dispensés aux Patrons. Le jour même de la chute du franc paraissait le décret fixant les nouveaux taux de remboursement de la Sécurité Sociale, tous en baisse de 5% alors qu'augmente le forfait hospitalier.

Huit jours plus tôt Patronat et syndicats signaient un accord de l'UNEDIC également au rabais: suppression de la revalorisation prévue en Juillet, diminution de la durée d'indemnisation à taux plein, augmentation des cotisations des salariés. Autant que les incidences pécuniaires, la méthode utilisée au cours des négociations nous inquiète. Quand, au nom de l'Etat, le Ministre Giraud fixe des détails à la signature d'un accord entre patrons et syndicats sous menace de prendre les affaires en mains, dans quel genre de paritarisme sommes-nous?. "*Les ASSEDIC sous surveillance*" titre le journal La Tribune qui remarque "*une reconnaissance de fait du tripartisme*". Séguin prône l'étatisation pure et simple de l'UNEDIC, Giraud s'en défend mais brandit la menace, le patronat joue de ce chantage. Pour ce qui concerne la Sécurité Sociale, on assiste au même phénomène. La bonne dame Veil (1) assigne à la C.N.A.M. et aux médecins la date limite de Septembre pour s'accorder sur la "*maîtrise des dépenses de santé*", faute de quoi elle déposera un projet de Loi au Parlement. A vrai dire, la Sécurité Sociale est déjà partiellement étatisée: depuis 85 le code G.Dufoix attribue à l'exécutif gouvernemental la fixation des taux de cotisation et remboursement, les caisses n'ont plus qu'à appliquer les décrets. Le rôle qu'elles sont conduites à jouer ressemble beaucoup à celui des "*corps intermédiaires*", principe de la subsidiarité chère aux sociaux-chrétiens et il n'est pas surprenant que N.Notat se félicite sans retenue du dernier accord de l'UNEDIC. Et, que dire de la gestion des retraites dans le nouveau cadre fixé par l'Etat?

Tout syndicaliste doit s'interroger aujourd'hui sur la façon dont on peut glisser du dialogue au chantage, du paritarisme au tripartisme et à la subsidiarité. Des questions qui ne sont pas nouvelles et que l'actualité pose avec une acuité sans précédent. La réponse se situe partiellement mais certainement dans la mobilisation des travailleurs et le renversement du rapport des forces. Ce qui exige au préalable l'indépendance des syndicats.

**S.MAHE**

(1) qui travaille en fraction au Club Vauban avec Méhaignerie, Bayrou, Kouchner, Huchon (n°2 du P.S)... (cf. Edito d'Ouest Syndicaliste Juin 93.)